

CRISE ET RÉSISTANCE :

Par Romain Petit

Docteur en histoire, Master II en droit et philosophie, diplômé de l'Institut français d'audit interne et de contrôle interne, le commissaire principal Romain Petit sert actuellement en état-major. Il est l'auteur de deux ouvrages dont : Ariane et Mars, espace, défense et société en Guyane française, Ibis Rouge, 2013. Retrouvez sa chronique sur notre site internet².

A mon fils Amaury

Le Premier Empire qui a créé la France aux 130 départements laisse derrière lui plus d'un million de morts côté français. Le déficit budgétaire est colossal et les finances du pays ne seront équilibrées que par une série de mesures drastiques

C'il est indéniable que notre pays traverse une crise économique et morale d'importance, il apparaît opportun de s'interroger quant à la gravité réelle et non fantasmée de cette dernière, afin de ne pas minimiser ou exagérer la portée de l'épreuve collective vécue présentement par notre peuple.

Pour ce faire, nous proposons de comparer l'état de notre pays à trois moments de son histoire, soit à la chute du Premier Empire, lors de la première année de la Première Guerre mondiale, et de nos jours. L'angle d'attaque sera triple. Il s'agira de présenter successivement, et ceci pour chaque époque, l'état économique, politique et militaire du pays, puis celui des libertés collectives et individuelles accordées à chacun et enfin d'apprécier la force morale de notre Nation lors de ces moments qui ont fait notre destin collectif.

A l'aune des éléments présentés pour chaque époque il nous sera possible d'établir quelques constats nous permettant d'apprécier les forces et les faiblesses de notre pays, ainsi que sa capacité de résistance collective face aux enjeux qui sont ceux de notre monde d'aujourd'hui.

D'une monarchie l'autre : la France de 1815

L'année 1815 est une année de profonds bouleversements pour la société française. Après avoir connu en l'espace de trois décennies l'alternance de cinq régimes politiques différents, la France connaît cette année-là la chute du Premier Empire et la restauration de la monarchie incarnée par l'avènement de Louis XVIII, frère de Louis XVI, décapité quatorze années auparavant.

A cette époque, la France compte trente millions d'habitants et près de 700 000 hommes composent encore les rangs de ce qui fut la Grande Armée. Les guerres napoléoniennes, qui finissent avec la septième coalition menée contre le Premier Empire, connaissent leur dernier grand acte dans la « morne plaine » de Waterloo. Le Premier Empire qui a créé la France aux cent trente départements laisse derrière lui plus d'un million de morts côté français. Le déficit budgétaire est colossal et les finances du pays ne seront équilibrées que par une série de mesures drastiques, parmi lesquelles figurent l'abattement des deux tiers des crédits de l'armée et de la moitié de la marine, l'édition de

Cartes de correspondance de 1915



© http://www.europeans1914-1918.eu

bons du Trésor pour dix millions, et notamment la vente de la vaisselle, de métal précieux et des diamants de l'impératrice. De plus, l'abolition du blocus continental entraînera la ruine des manufactures de sucre de betterave et la dépréciation des denrées coloniales accumulées à prix d'or.

L'espérance de vie des français est en moyenne de trente-huit ans, l'esclavage a été rétabli en 1802 et si l'abolition des privilèges a été maintenue, il n'en demeure pas moins que la très grande majorité des paysans demeurèrent alors dans un état de grande pauvreté, car seuls les plus aisés d'entre eux purent acquérir des terres lors des ventes aux enchères des biens nationaux.

Les ouvriers connurent un sort plus difficile encore avec la suppression des corporations et l'interdiction du droit de grève, de l'organisation syndicale et de la liberté d'association, travaillant jusqu'à quatorze heures par jour pour un salaire de misère.

Les bourgeois furent les enfants chéris du régime qui s'appuya sur eux pour imposer une nouvelle élite, ainsi qu'une nouvelle organisation sociale incarnée par le Code civil. En ce sens, Napoléon ne fut qu'un continuateur modéré des idéaux révolutionnaires. Néanmoins, le Premier Empire impose une organisation administrative neuve en créant les départements et le corps des préfets, le cadastre, les communes, le système métrique unique, les grandes écoles... Le souci de Napoléon est aussi d'encourager le sens du service de l'Etat chez chacun avec la laïcisation de ce dernier et la création de l'ordre de la légion d'honneur. Le souci de militariser la société et de rendre chaque citoyen responsable de la défense nationale est incarné par la Loi Jourdan de 1797 qui impose une première forme de conscription dans le pays.

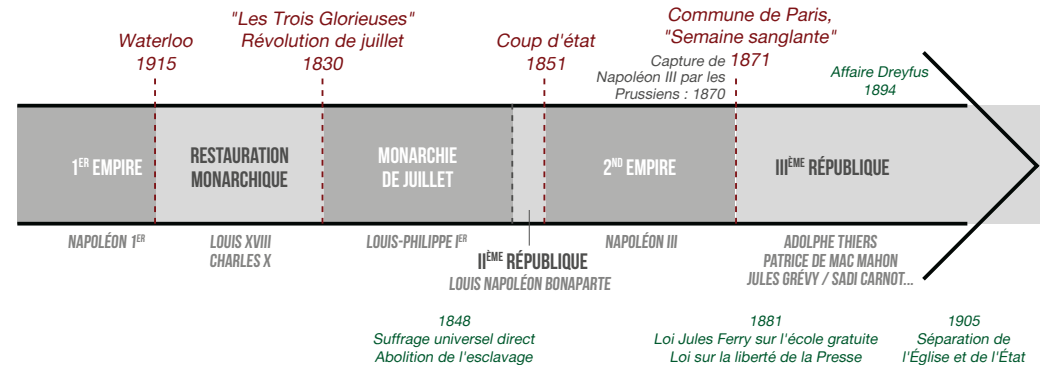
Le rapport à l'international est basé sur la subordination et la lutte quant à la liberté d'expression, laquelle est strictement encadrée.



La Liberté guidant le peuple (28 juillet 1830), Eugène Delacroix

La société du Premier Empire est une société sous surveillance notamment à cause des risques d'attentats monarchiques, mais aussi par la nature autoritaire du régime qui ne tolère pas la contestation de l'ordre imposé par l'Empereur. On y accordera néanmoins le divorce (ce dernier sera suspendu à nouveau entre 1816 et 1882) et le mariage en mairie sera rendu possible.

Au bilan, Napoléon Bonaparte laisse à Louis XVIII un pays épuisé par vingt années de guerre quasiment ininterrompue dans laquelle d'importantes disparités demeurent, même si le visage de la société et son organisation politique et militaire sont à jamais changés. Le legs révolutionnaire a ainsi surtout profité à la bourgeoisie qui s'impose désormais comme la classe dominante au détriment du clergé et de la



noblesse, même si le Premier Empire a imposé une noblesse de substitution dite d'Empire et a préservé le confort matériel du clergé avec le concordat de 1801, le tout afin de s'appuyer sur l'Eglise pour imposer son nouvel ordre social. La société d'Empire, quoiqu'inégalitaire, a laissé davantage de place à la méritocratie et au mérite, surtout militaire. Elle a créé une légende, celle de Bonaparte et des personnages qui marqueront au fer rouge l'imaginaire national, notamment le destin de certains maréchaux d'Empire nés fils de rien et promus en l'espace de deux décennies aux plus hautes charges et fonctions (Murat, Bernadotte...).

1915 : La France dans sa première année de guerre mondiale

La France de 1915 connaît la première année d'enlèvement d'une guerre qu'elle espérait remporter en quelques semaines. La Nation est rudement éprouvée dans sa chair avec une moyenne d'un millier de français tués chaque jour et surtout une ampleur des pertes militaires des cinq premiers mois de conflit particulièrement meurtriers, puisqu'un tiers des pertes totales de la guerre, du côté des soldats français, sera supporté entre août 1914 et janvier 1915 avec un pic s'élevant pour la seule journée du 27 août à 27 000 morts et 54 000 blessés. Après la guerre de mouvement de l'année 1914 principalement marquée par la bataille de la Marne et la course à la mer³, l'année 1915 sera celle de la guerre de position⁴, qui durera jusqu'en 1917 et éprouvera si durement l'ensemble des belligérants. C'est le début de la guerre des tranchées et l'avènement de la figure mythique du poilu. 1915 sera aussi l'année de l'usage intensif de l'artillerie et des gaz⁵, le tout dans un contexte de guerre d'usure où les soldats seront quotidiennement exposés à la fois à des conditions sanitaires exécrables (boue, froid, crasse, poux et rats) et aux bombardements de l'artillerie ennemi, qui préfigurent toute attaque de mêlée. Fin 1915, les deux armées de la Triple entente et de la Triple Alliance se font face dans une série de tranchées qui s'étend de la Suisse à la mer du Nord, véritable balafre géographique continentale.

On peut s'étonner qu'un tel taux d'attrition fût accepté par la population dans sa majorité, mais il faut avoir en tête trois éléments fondamentaux constitutifs de la société française du début du XX^{ème} siècle pour comprendre cet état de fait. Primo, la mort collective fait encore partie de la mémoire vive nationale et les fléaux, tels que la famine, les épidémies, les guerres sont encore très vivaces dans l'esprit des français. Secundo, le sens du sacrifice et du devoir est une valeur prégnante, tant au sein du récent système politique républicain⁶ que des valeurs traditionnelles religieuses et familiales, qui sont encore profondément ancrées dans les

mentalités d'une société principalement rurale et rustique. Tertio, la débâcle de 1870 est dans tous les esprits. L'esprit de revanche anime tous les échelons sociaux et se trouve conforté par un esprit patriotique et nationaliste relayé par les hussards noirs de la République, l'instruction civique et un service militaire obligatoire de trois ans. Une véritable éthique sacrificielle prévaut en 1915, la mort *pro patria* est globalement acceptée et admise au nom d'une mystique mi-religieuse, mi-profane de l'Etat conçu comme corps sacré collectif devant être préservé.

De plus, ne perdons pas de vue que le nationalisme français est avant tout alimenté par un profond sentiment antiallemand. Ce dernier est des plus vivaces depuis la perte de l'Alsace et de la Lorraine suite au Traité de Francfort et des crises de Tanger et d'Agadir, lesquelles marquent la vive opposition de l'Allemagne au protectorat français exercé au Maroc. Le rapport à l'international repose davantage en 1915 sur un système d'alliances comparé à l'époque napoléonienne, la période allant de 1870 à 1914 ayant été marquée par une course aux armements qui a vu les dépenses militaires augmenter de plus de 300 %.

Forte de plus de 40 000 millions d'habitants, la France de 1915 a connu les effets de la première révolution industrielle avec notamment le développement du réseau ferré et des modes de locomotion à vapeur. L'électricité et l'automobile sont encore des curiosités, l'aviation en est à ses balbutiements et l'information circule principalement via la presse écrite, les correspondances manuscrites et le télégraphe. Les disparités entre hommes et femmes demeurent



La guerre des tranchées © <https://s-media-cache-ak0.pinimg.com>



très fortes et la première guerre mondiale va être une étape décisive dans l'appropriation de l'outil de production par ces dernières. La France, à l'instar des autres puissances européennes, est dans un modèle expansionniste et colonial ; elle vit les dernières heures de la Belle époque qui verra se conjuguer croissance économique et progrès technique. L'Europe, quant à elle, représente, à la veille de son suicide hégémonique que sera la Grande Guerre, 25 % de la population mondiale et 80% des capitaux mondiaux.

La France de 2015

La France de 2015 est un pays qui s'inscrit dans un contexte à la fois de mondialisation, de globalisation et de planétarisation. Sa sécurité physique, ainsi que sa survie économique, sont pour partie garanties par son appartenance à des instances supranationales du type de l'ONU, de l'OTAN et de l'Union européenne. Sixième puissance mondiale, la France contemporaine est une société forte de plus de 66 millions de personnes. La structure familiale, le rapport aux distances, à l'information, à la patrie, ont connu de profonds bouleversements en l'espace de quelques décennies. Formée de classes moyennes urbaines émancipées travaillant dans le domaine des services, le visage de la société française n'est radicalement plus le même entre 1915 et 2015. Plus individualiste et individualisée, basée sur un modèle consumériste, la société française est culturellement, ethniquement et religieusement hétérogène. D'une société rurale et autonome, nous sommes passés à

une société urbaine, connectée sur le monde et toute en interdépendances. Le rapport à la mort et au sacrifice s'est, lui aussi, profondément modifié. Habités à un Etat devenu providence dans les années soixante, les Français attendent de leur gouvernement une protection globale contre l'ensemble des risques pouvant nuire à leur bien-être ; ce qui n'est, somme toute, que la résultante logique du stade développé atteint par notre société en constante recherche d'un maximum de prévention et d'assurance, ce qui explique aussi l'actuelle judiciarisation de cette dernière.

Le rapport à l'intérêt général se réinvente et prend parfois davantage la forme d'un communautarisme au détriment de la cohésion nationale. Dans un monde où le virtuel impacte quotidiennement le réel, le refus de la mort est davantage présent et rend de plus en plus inacceptable l'inéluctable. Ainsi, si notre pays pouvait accepter la perte de plus d'un millier de ses enfants chaque jour en 1915 et d'une dizaine durant la Guerre d'Algérie, les morts d'Uzbin de 2008 ont provoqué un drame national. De même, l'impact des derniers attentats perpétrés par Mohammed Merah lors des tueries de Toulouse et Montauban de mars 2012, ainsi que ceux de janvier 2015, relayés en direct par les médias, a révélé à la fois la force et la faiblesse de notre société.

Force de disposer d'une police, d'une gendarmerie et d'une armée réactives, organisées et efficaces. Force de résistance de notre société aussi, surtout lorsqu'il s'agit d'affirmer son attachement aux valeurs de liberté d'expression et de laïcité, comme l'ont démontré les manifestations spontanées ayant succédé aux attentats de janvier dernier. Faiblesse d'une opinion publique placée sous l'emprise du culte de l'émotion, aisément impressionnable car, n'ayons pas peur de le dire, en partie déconnectée des réalités géopolitiques du monde qui nous entoure et toujours en attente d'une protection étatique globale face au risque. Faiblesse aussi d'une société au moral en berne, défiante vis-à-vis du pouvoir politique et tétanisée face à la crise économique qui secoue notre pays depuis 2008. Par ailleurs, les questions de défense se sont éloignées des centres d'intérêts de la société avec ces deux révolutions majeures qu'ont été la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire, dont l'un des objectifs était bien de remplacer l'armée de masse, et sa conséquence ultime qu'aura finalement été la suspension de la conscription. Ce geste, hautement symbolique, continue néanmoins de faire débat au sein de la société, tant la suspension du service national a laissé un vide civique que rien n'est venu combler⁷. En ce sens, si les Français sont globalement fiers de leur armée, cela ne signifie pas qu'ils se sentent impliqués dans la défense de leur pays. Il faut malheureusement des événements comme ceux de janvier 2015 pour

L'Europe, quant à elle, représente, à la veille de son suicide hégémonique que sera la Grande Guerre, 25 % de la population mondiale et 80% des capitaux mondiaux

La France de 2015 est un pays qui s'inscrit dans un contexte à la fois de mondialisation, de globalisation et de planétarisation



rappeler que la défense est, et demeure, l'affaire de tous. La suspension de la conscription nous a fait passer d'une armée de citoyens à une armée de professionnels et de prétoiriers, ceci malgré la féminisation de l'institution militaire et le relatif développement de la réserve. Nous sommes donc dans une société, où les lieux de brassage sociaux se font plus rares et où la solidarité nationale, sous la triple pression d'une tendance à la préférence communautariste, associative et non gouvernementales, s'étiolle, bien qu'elle soit capable de sursauts.

1815, 1915, 2015, trois années singulières dans notre roman national, trois moments où la cohésion du pays a été touchée et malmenée

A l'heure où les conflits armés internationaux ont cédé la place aux conflits armés non internationaux, la guerre est devenue asymétrique. Le fait de gagner l'assentiment de la population est devenu l'enjeu majeur et c'est pourquoi l'armée française s'est dotée d'un code du soldat en adéquation avec le respect des fondamentaux du droit international humanitaire, car, aujourd'hui, la victoire se joue dans le *post bellum*, dans les enjeux de reconstruction. L'impuissance de la puissance est là : la loi du plus fort n'est plus suffisante, d'ailleurs l'a-t-elle jamais été ? Une intervention armée convainc si elle est du côté de la justice et du droit ce que dénonçait déjà Rousseau⁸...

Dans un monde globalisé soumis à la règle des « 3D »⁹ et sous l'influence des technologies des NBIC¹⁰, la France d'aujourd'hui s'inscrit au sein d'une « société monde », où l'appartenance collective ne cesse de se réinventer. Même si le monde n'a jamais été aussi riche et pacifique, la perception d'une montée des inégalités plus visible constitue une bombe à retardement pour la paix mondiale. En effet, dans un monde connecté où l'information est accessible et circule à grande vitesse, se sentir exclu des richesses du monde devient encore plus inacceptable, ce que savent bien les organisations criminelles et terroristes qui recrutent et prospèrent sur les terreaux de la pauvreté et de l'ignorance.

1815, 1915, 2015, trois années singulières dans notre roman national, trois moments où la cohésion du pays a été touchée et malmenée. Si la comparaison entre ses trois époques a ses limites, elle possède le mérite de nous aider à prendre du recul et à mesurer l'ampleur de la crise que nous traversons. La crise financière

fragilise notre pays et l'Union européenne, tout comme les attentats terroristes essayent de nous diminuer moralement et de nous éloigner davantage encore les uns des autres. Les organisations criminelles qui nous menacent n'ont cessé d'instituer un climat insurrectionnel en France tout comme dans d'autres pays. Ils veulent accentuer les divisions internes pour mettre à bas notre République et ses valeurs, qui sont notre trésor collectif. Dans ce contexte, le politique a le devoir de réinventer les lieux du vivre ensemble (Ecole, service civique...) où se forment l'identité collective et l'envie de se battre pour ce en quoi l'on croit. La République n'est pas une chose immuable, elle est aussi en constante redéfinition en sa qualité de « chose publique ». Dans une société constituée de personnes informées, éduquées et reliées au monde, il appartient au politique de créer le discours fédérateur, qui redonne sens à la devise républicaine française face aux assauts subis par les extrémismes de tous bords, ce qui continuera de permettre en retour aux forces armées de donner du sens à leur sacrifice. Car ayons bien tête que ceci aussi n'est pas un acquis définitif, notamment pour les plus jeunes générations qui composent les rangs de l'institution militaire...

¹ Cet article vient compléter une réflexion entamée lors d'un précédent article intitulé : *Esprit de défense et résilience collective confrontées aux attentats de janvier 2015*, à lire dans *Opérationnels, SLDS, été-automne 2015*.

² www.operationnels.com (ZOOM/L'œil de Romain Petit)

³ Allemands d'un côté, Français et Anglais de l'autre, se lancent dans une « course à la mer » en direction de la mer du Nord afin d'essayer de se déborder mutuellement.

⁴ A l'exception notable de la bataille de Gallipoli où les Alliés tentent de prendre à revers les empires centraux en débarquant dans le détroit des Dardanelles via le débarquement le 25 avril 1915 d'un corps expéditionnaire qui sera violemment repoussé : 145 000 hommes y perdront la vie.

⁵ Ypres, 22 avril 1915

⁶ Première République de 1792 à 1799 ; Seconde République de 1848 à 1851, Troisième République de 1870 à 1940, Quatrième de 1945 à 1958 et Cinquième depuis lors.

⁷ Sur ce point lire : Romain Petit, *L'Esprit de défense à l'épreuve de la professionnalisation des armées*, Le Fantastopce éditions, 2009.

⁸ « *Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir.* » (Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat social*, Livre I)

⁹ Déréglementation financière, décloisonnement mondial des firmes, démantèlement de l'Etat.

¹⁰ Nanotechnologie, biotechnologie, informatique et cognition.

© http://www.francetvinfo.fr



LE TRANSFERT DU SAVOIR-FAIRE DES FORCES ARMÉES FRANÇAISES

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE

www.groupepci.com